

---

---

# LORD PALMERSTON

---

*The life of Henry John Temple, viscount Palmerston, with selections from his diaries and correspondence, by sir Henry Lytton Bulwer (lord Dalling); 2 vol., 1871.*

---

« Je vous attaquerai. — Cela dépend de vous. — Je vous anéantirai. — Cela dépend de nous. » Tels sont les termes dans lesquels Napoléon, premier consul, et le plénipotentiaire de l'Angleterre, lord Whitworth, s'étaient séparés à la rupture de la paix d'Amiens, et, dans ce conflit de vingt ans qui éclatait ainsi de nouveau, chaque nation s'appliqua de son mieux à justifier la mémorable parole de son représentant. Les grands triomphes furent d'abord pour la France. Déjouée et terrassée à Austerlitz, écrasée plus complètement encore à Iéna et à Friedland, la coalition européenne dut subir la loi du vainqueur; mais sur mer la fortune restait fidèle aux armes de nos adversaires. La victoire de Trafalgar, en détruisant notre marine, força le maître de l'Europe d'ajourner tout projet d'invasion, et l'Angleterre, grâce à sa position insulaire, à ses 600,000 citoyens armés, à ses 200,000 marins, à ses 900 bâtimens de guerre, put attendre, sans courber le front, les occasions que les témérités de Napoléon ne tarderaient point à lui offrir. Cependant ses sacrifices étaient écrasans, ses pertes cruelles. Dans une seule année, ses trois illustrations principales succombèrent à la peine, lord Nelson, M. Pitt, M. Fox. Il fallut dès lors continuer la guerre avec un roi aveugle et atteint déjà d'une folie intermittente, mais incurable, avec un héritier du trône aussi peu considéré qu'il méritait de l'être, sans un seul homme d'état d'un ordre supérieur, sans un chef renommé ni sur terre ni sur mer. Tels

étaient pourtant le génie et les ressources de la nation et la vitalité puissante de ses institutions que le terrible conflit se poursuivait avec une ardeur comme avec une confiance à toute épreuve.

## I.

Henry Temple, vicomte Palmerston, entra dans la vie publique au plus fort de ces conjonctures critiques (1). Il avait pour lui tous les avantages que donnent la naissance, la fortune, une robuste constitution et l'extérieur le plus attrayant. Sa famille s'était depuis longtemps distinguée dans les diverses branches du service public, et avait produit, entre autres célébrités, le chevalier Temple, dont les mémoires, bien connus en France, ont ajouté une page si intéressante aux annales de la grande lutte de Guillaume III contre Louis XIV. Il fit ses études d'abord au collège de Harrow, qui dispute à celui d'Eton l'éducation des jeunes patriciens anglais, et il y rencontra pour condisciples lord Byron, sir Robert Peel et plus d'une notoriété future de sa génération. Ses qualités dominantes, le courage, l'assiduité, la persévérance, ne tardèrent point à se faire remarquer. On cite encore dans les traditions de Harrow un combat sanglant que livra Henry Temple à un élève « deux fois plus fort que lui. » On a publié des lettres qui constatent qu'à quatorze ans, tout en se distinguant dans les études obligatoires du collège, il cultivait en outre l'italien, l'espagnol et sans doute aussi le français, qu'il devait parler et écrire plus tard avec une rare correction. En quittant Harrow, il passe dans l'intimité de Dugald-Stewart, à l'université d'Édimbourg, trois années durant lesquelles, comme il l'a écrit lui-même, « il jette les fondemens de toutes les connaissances utiles et de toutes les habitudes d'esprit qu'il ait acquises. » On a rappelé, comme témoignage de son application, que, quand sir W. Hamilton voulut recueillir les conférences de Dugald-Stewart après la mort du célèbre professeur, qui n'en avait laissé aucun manuscrit, il en rétablit surtout le texte d'après les notes sténographiées d'abord et soigneusement mises au clair ensuite par Henry Temple.

Il n'avait point encore terminé à Cambridge ces fortes études quand déjà la vie publique et la lutte des partis le réclamèrent. En 1806, la mort de M. Pitt laissait vacant au parlement le siège universitaire que l'illustre homme d'état n'avait cessé d'occuper, et Palmerston, bien qu'il n'eût point encore passé tous ses examens, fut convié à revendiquer cette noble succession contre deux jeunes

(1) Né en 1784, mort en 1865.

rivaux politiques qu'il devait retrouver, durant toute sa carrière, soit comme adversaires, soit comme collègues. Les suffrages obtenus dans ce premier essai de leurs forces par les trois ministres futurs sont intéressans à rappeler. Lord H. Petty, plus connu comme marquis de Lansdowne, depuis président du conseil et chef si honoré de la chambre des lords, obtint 331 voix, — lord Althorp, depuis lord Spencer, et ministre dirigeant la chambre des communes pendant les grands débats de la réforme, eut 145 voix, — lord Palmerston enfin 128. On voit que la lutte, si elle ne fut point heureuse pour lui, fut du moins des plus honorables et témoigne d'autant plus des espérances qu'il avait déjà fait concevoir de lui que ses compétiteurs disposaient pour lors de l'appui gouvernemental. Nullement découragé par ce premier échec, il en essuya un second la même année à Horsham, et en définitive la carrière officielle s'ouvrit pour lui avant la carrière parlementaire.

La mort de M. Fox avait profondément ébranlé la coalition ministérielle qui, sous ses auspices, avait remplacé M. Pitt. Le grave différend qui survint l'année suivante entre lord Grenville et le roi sur la question catholique détermina la retraite du « chef de tous les talens. » Le duc de Portland fut appelé à former un nouveau cabinet, et, secondés par la réaction qui se manifestait dans tout le pays en faveur de la mémoire du grand patriote, les principaux élèves de M. Pitt, lord Castlereagh, M. Canning, lord Liverpool, furent rappelés au pouvoir, qu'ils devaient exercer si longtemps et avec un succès si complet au dehors. Lord Malmesbury, le célèbre diplomate, dont les mémoires ont versé des flots de lumière sur les négociations de cette époque, était l'ami intime du duc de Portland, et obtint de lui pour lord Palmerston, dont il était le tuteur, la position d'un des lords de l'amirauté. Dans une nouvelle lutte à Cambridge, ce dernier échoua encore, mais cette fois par trois voix seulement, et bientôt après il entra enfin au parlement d'une façon qui caractérise bien les mœurs politiques de l'époque. Sir Léonard Holmes, propriétaire à l'île de Wight, possédait un de ces bourgs où sa famille était toute-puissante et que l'on désignait alors comme « bourgs fermés » ou « bourgs pourris. » Il offrit le siège au jeune Palmerston à la condition que jamais, même pendant l'élection, il ne se présenterait à ses commettans. C'est ainsi que, comme M. Pitt et tant d'illustres émules, il put débiter dans la vie parlementaire au sortir presque de l'adolescence, et apporter plus tard au service de son pays une longue expérience, une pratique consommée des affaires, quand ses forces et ses facultés étaient encore dans toute leur vigueur, et à une époque de la vie où tant d'autres en étaient encore à leur laborieux apprentissage.

Souvent la raison accepte ce que le raisonnement condamne. L'inexorable logique de l'esprit novateur a fait disparaître les derniers vestiges de l'ancien système électoral en Angleterre, et elle ne reviendra pas sur son arrêt; mais le cours des siècles et les progrès apparens dont ils se glorifient n'ouvrent point toujours pour les nations une voie sans cesse ascendante de grandeur et de prestige. Le temps seul pourra démontrer si, plus heureuse que Rome, plus heureuse que Venise, l'Angleterre trouvera un profit sans mélange dans le déclin des influences aristocratiques sur la conduite de ses affaires. Sans doute, le système des bourgs fermés donnait lieu à quelques abus de la prépondérance des grandes familles. Telle était toutefois la sévère discipline des partis que plus souvent encore les sièges étaient réservés pour telle notabilité victime de l'inconstance populaire, trop convaincue et trop fière pour fléchir devant elle, ou pour telle jeune ambition dont la capacité naissante frappait les regards de tous ceux qui l'approchaient sans pouvoir prétendre encore s'imposer au public. L'équitable histoire dira quels furent les hommes que portèrent au pouvoir ces anomalies incontestables, ce qu'ils firent pour la grandeur de leur pays, à quel degré de puissance et de gloire il leur fut donné de l'élever. Un avenir encore éloigné pourra seul décider si, sous un régime dans lequel les preuves réclamées ne peuvent être fournies qu'à un âge où les forces vitales les plus précieuses pour le service de l'état sont déjà consumées, où les idées commerciales et économiques prévaudront dans ses conseils sur les altières traditions du passé, la patrie des deux Pitt saura maintenir tout le renom qu'ils ont acquis pour elle.

Nous avons quitté le jeune Palmerston, à vingt-deux ans, déjà membre du parlement comme du gouvernement qui, sous l'égide de mémoires vénérées, poursuivait à outrance la lutte contre la révolution française et son représentant couronné. Ses débuts oratoires ne se firent pas longtemps attendre, et ceux qui ont suivi de près sa carrière ne s'étonneront point que son premier effort ait été consacré à justifier, à préconiser même l'inique agression de l'Angleterre en 1807 contre Copenhague et la flotte danoise. Voici en quels termes familiers il rend compte de l'incident à une de ses sœurs : « Vous verrez par les journaux de ce matin que j'ai été tenté par quelque mauvais génie de donner la comédie pour mon compte hier soir à la chambre des communes. Il m'a semblé pourtant que l'occasion était bonne pour rompre la glace, au risque même de patauger quelque peu, car il était difficile de se compromettre beaucoup, *tant la cause était bonne*. Le discours de Canning est un des plus brillans et des plus persuasifs que j'aie encore en-

tendus; il a duré trois heures (1). » Le *maiden speech* de lord Palmerston paraît avoir été bien accueilli, et il marqua dès lors sa place, non point parmi les orateurs éloquens de son époque, titre auquel il n'a jamais prétendu, mais parmi les *debaters* les plus diserts et les mieux écoutés.

Une autre de ces expéditions par lesquelles l'Angleterre s'efforçait de tenir tête à l'ascendant, irrésistible alors, de Napoléon vint donner un éclat inattendu à la carrière officielle de lord Palmerston. Voyant en 1809 les principales armées de l'empire engagées dans sa nouvelle guerre contre l'Autriche et dans sa guerre interminable contre l'Espagne, le cabinet anglais avait dirigé sur les côtes de la Hollande des forces de terre et de mer; mais les lenteurs de lord Chatham, fils du célèbre ministre, qui les commandait et auquel nos soldats avaient donné le sobriquet assez mérité de *lord J'attends*, les fièvres redoutables du littoral et les rapides triomphes de Napoléon entraînent pour cette aventure le résultat le plus désastreux. L'opinion publique s'émut, de graves dissentimens, portés en définitive jusque sur le terrain, éclatèrent entre M. Canning et lord Castlereagh, qui se renvoyaient la responsabilité de la catastrophe, et le cabinet du duc de Portland tomba en pleine dissolution. Le parti tory n'en restait pas moins maître incontesté de l'arène parlementaire, et M. Perceval fut désigné pour former dans ses rangs un nouveau ministère. Frappé de la capacité de lord Palmerston, il lui proposa les importantes fonctions de chancelier de l'échiquier, c'est-à-dire la direction effective des finances avec un siège au conseil. C'était la position même que le second Pitt avait occupée moins âgé encore de deux ans; mais Henry Temple n'avait rien de cette ardente vocation qui avait porté « le jeune prodige » dès l'abord de la vie politique à considérer le gouvernement de son pays comme sa mission providentielle, le premier rang dans le parlement comme sa place prédestinée. Il n'avait rien, comme nous

(1) Si l'expédition de Copenhague a été justement flétrie comme un abus de ses forces indigne d'une nation généreuse, il faut malheureusement convenir que la conduite de Napoléon ne fournissait pour de tels actes que trop de précédens. La lettre suivante, devenue publique depuis, signale les motifs qui ont déterminé alors le cabinet anglais.

« Au maréchal Bernadotte, gouverneur des villes anseatiques.

« Saint-Cloud, 2 août 1807.

« Je ne veux pas tarder à vous faire connaître mes intentions, qu'il faut tenir secrètes jusqu'au dernier moment. — Si l'Angleterre n'accepte pas la médiation de la Russie, il faut que le Danemark lui déclare la guerre ou que je la déclare au Danemark. Vous serez destiné, dans ce dernier cas, à vous emparer de tout le continent danois.

« NAPOLÉON. »

l'avons vu, de cette éloquence incomparable dont les premiers accents arrachèrent des larmes d'admiration à la chambre des communes, et qui devait exercer sur elle cette noble domination de vingt ans. Préoccupé surtout du soin d'avancer sûrement et à pas sagement mesurés, lord Palmerston, non point par défaut d'ambition, mais par les inspirations d'une ambition circonspecte et réfléchie, refusa un avancement prématuré, et préféra le poste aussi laborieux, quoique moins éminent, de secrétaire d'état de la guerre.

Les lettres qu'il échangea sur ce point avec son fidèle conseiller, lord Malmesbury, sont intéressantes à relire : elles accusent une modestie méritoire, un vif désir d'exercer des fonctions importantes qui développent ses forces présentes sans les surpasser, un plus grand désir encore de ne s'exposer à aucun échec mérité, la crainte enfin de tout compromettre par une élévation périlleuse et prématurée. En définitive, il se prononça, comme nous l'avons dit, pour le poste de secrétaire d'état de la guerre, et il déclina l'entrée au conseil, qui lui fut offerte en même temps. Les motifs de ce dernier refus, tels qu'il les indique à lord Malmesbury, caractérisent son esprit pratique et sérieusement assidu : ses relations intimes avec le premier ministre lui permettront de savoir tout ce qui se passera de réellement intéressant dans le cabinet; pour le reste, son temps sera plus utilement employé à se rendre maître absolu de tous les détails de son département. Ses nouvelles fonctions ne comprenaient point, il est vrai, tout ce que le titre semblerait annoncer. Le département général de la guerre était partagé alors en trois directions très distinctes. Le commandant en chef, le duc d'York, fort aimé et fort considéré malgré ses insuccès dans les Pays-Bas, était chargé de tout ce qui tenait au personnel et à la discipline de l'armée; un secrétaire d'état présidait aux opérations actives; un autre était chargé de la comptabilité et de tous les rapports du département avec la chambre des communes. Ces dernières attributions furent celles de lord Palmerston, et il les exerça durant dix-neuf années consécutives avec une distinction et un succès signalés.

Associé ainsi plus directement à la grande lutte de son pays contre Napoléon, lord Palmerston, comme sa correspondance intime en fait foi, ne douta jamais du résultat final. Le triomphe définitif confirma pour longtemps la toute-puissance du parti et du gouvernement qui l'avaient remporté; à la mort tragique de M. Perceval, assassiné en 1812 par un solliciteur à l'entrée de la chambre des communes, lord Liverpool avait été appelé au premier rang, et il ne cessa aussi de l'occuper jusqu'à sa mort, en 1827. Cependant la prépondérance de l'école de la résistance extrême qu'il représentait déclinait sensiblement depuis quelque temps. L'Angleterre avait

approuvé, elle avait exigé même l'ajournement de toutes les questions intérieures pour se livrer tout entière au souci de son duel à mort contre la France révolutionnaire et impériale; mais, la paix survenue, le premier prestige de la victoire éclipsé, les partisans des sages et équitables réformes trop longtemps ajournées devaient reprendre leur légitime ascendant. M. Canning n'avait jamais cessé de les représenter loyalement dans le ministère comme dans le parlement, et c'est à lui que, d'un consentement presque unanime, incombait la tâche de les faire prévaloir avec toute l'autorité du gouvernement. Le concours de lord Palmerston lui était assuré d'avance. Sur la question catholique, sur les réformes financières et économiques, sur l'aspect complètement modifié des relations extérieures du pays, il n'avait cessé de professer publiquement les doctrines de son nouveau chef. Après avoir accepté la coopération de la sainte-alliance pendant la grande guerre, l'Angleterre avait hâte, la paix pleinement rétablie, de s'affranchir de toute apparence d'appui prêté à ses alliés couronnés dans leur lutte contre les justes revendications de leurs sujets. La fermeté avec laquelle M. Canning s'était rendu l'organe transcendant de cette aspiration avait beaucoup contribué à sa grande popularité, non moins au dehors qu'à l'intérieur; mais elle avait éloigné de lui une portion notable des tories, portés à le considérer comme un transfuge, sans lui rallier suffisamment les whigs, qui ne pouvaient pas le voir avec indifférence leur dérober ainsi leur programme. Au bout de quelques mois, il succombait à la peine, nouvel et lamentable exemple des exigences dévorantes du premier rang. Lord Goderich, mieux connu plus tard comme lord Ripon, essaya de maintenir la fortune du parti intermédiaire; toutefois les dissensions intérieures et les attaques combinées du dehors devaient bientôt rendre impossible une tâche au-dessus de ses forces. Le duc de Wellington, momentanément éloigné des affaires, fut appelé par le roi et chargé de former un ministère où l'élément conservateur reprendrait une prépondérance décisive. Il écarta cependant lord Eldon et quelques autres représentants de la résistance extrême; il fit à M. Huskisson et aux principaux adhérens de M. Canning une position qui leur permit d'abord de s'associer à lui sans aucun sacrifice de leurs vues ou de leur influence, mais la lutte des deux tendances si distinctes ne tarda point à paralyser l'action du gouvernement nouveau. L'intéressant *journal* de lord Palmerston, qui a été publié par sir H. Bulwer, et dont nous aurons à parler plus tard, donne à cet égard les plus piquans renseignemens. Tous les jours, de profonds dissentimens, des controverses prolongées, se terminant le plus souvent soit par des concessions réciproques plus apparentes que réelles, soit par l'a-

journallement de décisions urgentes ! Malgré la modération naturelle de son caractère et de sa politique, le tempérament du duc de Wellington, habitué à l'autorité incontestée du commandement militaire, était peu propre à un pareil régime. Animé par le plus pur dévouement à son pays et à son souverain, il manquait dans les relations journalières de souplesse, d'entregent, et surtout de cette qualité primordiale d'un premier ministre au dire de M. Pitt, la patience.

La querelle définitive éclata sur un vote donné dans le parlement à l'occasion de la question bien secondaire d'un bourg supprimé et d'une démission offerte en conséquence par M. Huskisson avec plus de précipitation que de parti-pris. Lord Palmerston fournit à l'histoire sur cette crise les plus précieux détails, d'où il résulte, contrairement à l'opinion reçue, que la séparation finale fut l'œuvre du duc de Wellington et de sir Robert Peel plus que des sectateurs de M. Canning. Dans tous les cas, elle fut irrévocable, et détermina éventuellement pour le parti tory la perte de la prépondérance parlementaire qu'il avait si longtemps exercée. Le groupe qui se séparait ainsi de lui ne comprenait pas plus d'une dizaine de pairs et une trentaine de membres de la chambre des communes; mais leur influence personnelle était considérable, et ils représentaient alors la volonté croissante de la nation d'imprimer une direction nouvelle à sa politique au dedans comme au dehors. Rendus à leur entière liberté, ils gravitèrent naturellement vers les whigs, et après l'explosion de 1830 se confondirent définitivement dans leurs rangs. Tout en se séparant ainsi consciencieusement de la portion la plus nombreuse de son parti, lord Palmerston, que tous les aspirans au pouvoir commençaient dès lors à se disputer, resta fidèle à ses amis intimes dans les mauvais jours comme dans les bons. Il quitta le ministère avec eux malgré les bienveillantes dispositions que lui témoignaient le duc de Wellington et sir Robert Peel. Il refusa plus tard les offres isolées de ces derniers, et, s'étant signalé dans plus d'un discours sur la politique nouvelle de l'Angleterre au dehors, il prit naturellement sa place auprès de lord Grey en 1830 comme ministre des affaires étrangères, fonctions dont il s'acquitta encore avec une grande notoriété dans les ministères subséquens de lord Melbourne et de lord John Russell. Enfin, dans le gouvernement de lord Aberdeen, il occupa durant deux ans le département de l'intérieur.

Nous aurions bien incomplètement retracé cette rapide esquisse de la vie de lord Palmerston, si nous ne parlions que de sa laborieuse application à ses devoirs politiques et parlementaires. Il ne séduisait pas moins ses compatriotes par son dévouement sincère à



leurs occupations et à leurs passe-temps favoris. Toujours très répandu dans le monde, il ne se refusait à aucun des plaisirs de la *fashion*, dont il était l'idole. Sans beaucoup parier lui-même, il ne cessait d'élever et de faire courir des chevaux, et d'apparaître devant le public avec tout le prestige d'un des patrons du *turf*; jeune, excellent dans tous les exercices du corps, il se distinguait dans toutes les chasses, dans toutes les branches du *sport*. Son château de Broadlands, en Angleterre, se remplissait d'objets d'art et servait de rendez-vous aux notabilités les plus diverses. Dans la terre inculte et délaissée dont il avait hérité à l'extrémité de l'Irlande, un port et des routes tracés sous ses ordres, des écoles construites, une impulsion prodigieuse donnée à l'exploitation, en firent un bienfaiteur dont le renom lui survivra longtemps. Esprit sagace, clairvoyant, mais essentiellement plaisant et critique, il n'avait rien, comme on le sait, de cette généreuse exaltation dont s'inspire la véritable éloquence. Toutefois, sans jamais cesser d'annoncer péniblement, il arriva, par un long exercice de la parole publique, à la manier avec un grand art, avec un succès toujours croissant jusqu'à la fin, et la chambre des communes ne pouvait que lui savoir gré d'avoir refusé deux fois, pour demeurer dans ses rangs, les grandes fonctions de gouverneur de l'Inde; mais dans la conversation ses vives et piquantes railleries, ses traits imprévus, cachant sous quelque formule en apparence frivole des profondeurs incommensurables de fine et judicieuse réflexion, lui assuraient partout le premier rang. La plume à la main, il était plus brillant et plus redoutable encore. C'est incontestablement le maître le plus accompli du langage diplomatique qu'il nous ait été donné de rencontrer, soit qu'il voulût semer les mille embûches que recouvre l'idiome international, soit qu'il s'agît de les mettre au jour. Il se faisait un jeu de rédiger lui-même, séance tenante, au *foreign office*, ces pièces importantes qui sont habituellement livrées à l'élaboration professionnelle des bureaux. « Vous êtes à peu près infatigable, m'écriai-je un soir, témoin de la rapidité avec laquelle il avait accompli, par pur délassement, un de ces véritables exploits littéraires. — Ce que je fais me fatigue rarement, répliqua-t-il en souriant; c'est ce que je n'ai pas encore pu faire, » parole étrange qui témoigne de toute l'ardeur qui se combinait dans son tempérament avec une persévérance peu commune. Quand il vit le terme de sa longue carrière approcher sensiblement, il dit à ceux qui l'entouraient : « Je crois être aujourd'hui l'homme politique de l'Europe qui a le plus travaillé. » Où trouver une plus modeste fierté?

En 1855, lord Palmerston avait soixante et onze ans et près de cinquante ans de vie parlementaire et officielle; mais ses forces, ses

facultés, semblaient croître avec l'âge sans en recevoir encore aucune atteinte sensible. C'est alors que pour la première fois ses amis et son pays songèrent à lui comme chef incontesté du gouvernement. Les circonstances étaient critiques. La nation s'était lancée avec une aveugle précipitation dans la guerre contre la Russie, et des retards souvent inévitables, comme des échecs et des mécomptes imprévus, exaspéraient l'opinion surexcitée. Lord Aberdeen, chef du cabinet, portait au service de son pays toute la supériorité que donnent une longue expérience, une rare capacité pour les questions internationales, une loyauté et une élévation de caractère incomparables; mais il avait vu de près, très jeune, les horreurs de la guerre, et cette folie suprême de l'humanité lui inspirait la plus profonde aversion. Il ne s'était point laissé entraîner d'ailleurs sans de graves scrupules dans un conflit qui devait, quel qu'en fût le résultat, convertir pour longtemps en ennemi de l'Angleterre un de ses plus puissans alliés. Toutefois, la lutte engagée, il était fort naturel que le pays en souhaitât le succès avec passion, et qu'il s'adressât de préférence à ceux que leur goût, leurs habitudes d'esprit et leur aptitude spéciale lui désignaient comme les plus propres à l'assurer. Lord Palmerston accepta le mandat avec empressement et l'accomplit pleinement. Rendons hommage en passant à cette noble et patiente ambition qui ne prétendit au premier rang qu'après avoir épuisé, durant un demi-siècle, toutes les épreuves. Nous nous étonnons souvent de voir l'Angleterre résoudre, sans convulsions violentes, tant de problèmes sociaux et politiques qui ne s'élaborent chez nous qu'avec la guerre civile, l'incendie de nos villes et les plus désastreuses aventures au dehors. N'oublions point avec quelle jalouse circonspection elle accorde sa confiance soit aux hommes, soit aux classes qu'elle appelle au périlleux honneur de la responsabilité politique. Être bien et dignement gouverné, préoccupation si médiocre pour nous, tel est son principal souci : tout le reste à ses yeux n'est que secondaire. L'entrée sans doute est ouverte à tous, mais l'accès reste sévèrement interdit à quiconque n'a point donné des garanties en rapport avec l'importance vitale de la tâche assignée. Ce n'est point à l'équipage tout entier ou au premier venu tiré de son sein qu'elle attribue le commandement du plus faible de ses bâtimens; elle ne disposera pas plus légèrement de la direction du navire qui porte sa fortune. Appelé au poste de premier ministre, lord Palmerston le conserva pendant plus de dix ans, sauf une année d'intervalle. Sa présence marqua une trêve dans la lutte sérieuse des partis comme dans la discussion des réformes constitutionnelles. Les libéraux voyaient en lui un allié toujours fidèle, un chef timide, mais convaincu. Les conservateurs ap-

préciaient son affectueux dévouement aux institutions fondamentales du pays, et lui savaient gré de n'avoir jamais recherché une funeste popularité en précipitant le cours des idées novatrices. Il exerçait ainsi, toujours le sourire sur les lèvres et sans aucun effort apparent, une domination presque incontestée quand les approches de la mort triomphèrent enfin de ces forces qui avaient dépassé de si loin les conditions ordinaires de l'humanité.

Nous avons envisagé jusqu'ici lord Palmerston dans ses relations avec les affaires purement intérieures de son pays. Ce n'est point de là cependant que lui est venue sa grande notoriété, ce n'est point par là qu'il a provoqué les plus vives censures ou excité les plus ardentes sympathies. Avant de diriger, à diverses reprises pendant près de vingt ans, les relations extérieures de l'Angleterre, lord Palmerston avait été associé, durant un intervalle presque aussi considérable, au département de la guerre. L'école n'était pas très bonne pour la conduite des affaires internationales à une époque où, remise à peine d'une lutte désespérée, l'Europe entière ne demandait qu'une tranquillité définitive. Les habitudes de sa jeunesse, agissant sur un tempérament impérieux, violent, vindicatif et d'une activité fébrile, imprimèrent à une politique qui lui appartenait presque en propre son caractère dominant. Le repos lui paraissait interdit, et il l'interdisait non moins formellement aux autres. Ne respirant que le conflit jusque dans les moindres détails de la vie internationale, il semblait avoir pris à tâche de justifier les imputations les plus exagérées contre l'action de l'Angleterre au dehors, de démentir ceux qui en auraient entrepris la défense. L'orgueil, le souci exclusif de ses intérêts, une prépotence excessive à l'égard des puissances faibles et sans défense, une affligeante absence de scrupules et parfois même de loyauté, tels sont les traits généralement reprochés alors à la politique extérieure de la Grande-Bretagne, et lord Palmerston paraissait s'appliquer avec une étrange persistance à les mettre chaque jour en relief. Sa longue expérience l'avait pénétré outre mesure de cette triste conviction, que la force permet tout, et que le succès justifie tout. Dès qu'il rentrait aux affaires, la moindre divergence devenait un différend qui, soigneusement exploité, dégénérait bientôt en querelle flagrante. Le ton ainsi donné dans toutes les cours, on voyait les représentans de l'Angleterre partout en conflit, soit avec les autorités constituées, soit avec leurs collègues, et plus ils manquaient aux bienséances reçues; plus ils étaient sûrs d'être approuvés. Les amis intimes de lord Palmerston citaient avec complaisance les légitimes émotions ainsi soulevées comme une preuve de l'influence exceptionnelle que l'Angleterre exerçait sous ses auspices; mais c'était l'influence

de l'orage sur la nature, une pure perturbation sans profit. Si la guerre a ses exigences, la paix a aussi les siennes, et l'intérêt des nations se compose de trop d'intérêts combinés pour qu'il soit permis aux hommes d'état de les mettre aussi témérairement en péril. Nous reconnaissons volontiers chez lord Palmerston une grande énergie, une intrépidité peu commune, une sagacité politique très remarquable. Il a été souvent le fidèle allié de la France. Sur les principales questions de notre époque, la création des royaumes de Grèce et de Belgique, l'appui donné aux dynasties constitutionnelles en Espagne et en Portugal, et jusqu'à un certain point même, sur la question italienne, ses vues étaient les nôtres; mais en politique la mesure et l'opportunité font tout, et les meilleures causes peuvent être cruellement desservies quand des moyens répréhensibles sont mis avec persistance à leur service. Lord Palmerston se refusait habituellement à distinguer entre les légitimes aspirations des peuples en souffrance et les passions purement révolutionnaires qui surgissaient derrière elles. Trop souvent il faisait appel à ces dernières avec un cynisme surprenant sans être en mesure de leur offrir la moindre protection quand survenait l'explosion provoquée par ses paroles, par ses agens ou par ses auxiliaires. Ceux-ci se plaignaient alors, non sans raison, d'avoir été abandonnés et sacrifiés, tandis que les gouvernemens, outragés dans leurs sentimens et dans leurs intérêts, se vengeaient par de sanglantes représailles ou par des répressions redoublées. C'est précisément pour n'avoir point voulu suivre l'Angleterre jusqu'au bout dans ces voies compromettantes que le roi Louis-Philippe et ses principaux ministres ont été en butte tant de fois aux diatribes de lord Palmerston et de la presse dont il disposait. Nous ne contestons nullement aux gouvernemens réputés justement les plus éclairés le droit de contribuer au progrès général de leurs principes, non-seulement par leur exemple invoqué et par leurs conseils, mais au besoin par de légitimes remontrances; nous admettons même que dans certains cas exceptionnels ils prennent ouvertement fait et cause pour l'insurrection, comme dans la guerre d'Amérique et les soulèvemens de la Grèce et de la Belgique. Cependant le peu de repos que la guerre et les difficultés intérieures laissent aux états deviendrait à peu près illusoire, s'il était érigé en doctrine et en pratique que chaque nation a le droit de faire prévaloir, à toute heure et par tous les moyens, chez les autres les vues et les institutions qui lui paraissent les meilleures. Une pareille ingérence ne serait point tolérée par les puissances en état de la repousser, par l'Angleterre moins que par toute autre; était-il équitable ou généreux de l'imposer aux faibles par cela seul qu'ils n'étaient point capables d'y résister?

Il serait difficile de caractériser la politique extérieure de lord Palmerston sans parler du *blue-book*, qui en était la fidèle exposition et quelquefois le mobile même. L'Angleterre est la première nation qui ait contracté la louable habitude de soumettre chaque année au parlement et au public une série de documens officiels sur ses relations au dehors; mais sous lord Palmerston cette publication prenait des proportions toutes nouvelles et un aspect tout différent. Les conflits sans cesse renaissans dans lesquels il se précipitait, les querelles personnelles où ils aboutissaient trop souvent, en faisaient alors les principaux frais. Dieu sait à quelles extrémités il fallait recourir pour que le beau rôle demeurât toujours à l'Angleterre et à son ministre! Tantôt c'était une communication marquée « particulière et confidentielle, » et garantie à ce titre contre toute publicité par les règles universelles de la diplomatie, qui était mise en relief sans le moindre concert avec l'auteur; tantôt c'étaient des paragraphes entiers insérés dans des dépêches étrangères pour en dénaturer l'esprit plus encore que le texte, et pour fournir matière à des réfutations irréfragables; tantôt c'étaient des lettres d'agens éloignés dont le sens était perverti par des erreurs de copiste et d'impression fort regrettables, au point de présenter au public le contre-pied même de ce qu'ils avaient écrit, et de faire reporter sur eux des responsabilités dont le gouvernement central avait intérêt à se décharger. Il fallait accepter ces déplorables expédiens ou s'engager, en les signalant, dans des controverses et des querelles nouvelles, et en dehors du *blue-book* les représentans des puissances étrangères à Londres avaient assez à faire pour maintenir avec le secrétaire d'état des relations personnelles conformes aux bienséances. Le plus agressif des hommes, lord Palmerston était aussi le plus impressionnable. L'équilibre de ses grandes facultés, dont il était si admirablement le maître dans toutes les épreuves parlementaires, ne résistait point aux discussions diplomatiques les plus élémentaires. Ne rappelons point les fâcheux emportemens de son entretien et de sa correspondance, reproduits avec une singulière fidélité, dès le lendemain, dans les nombreux journaux dont il se servait. Un pareil vocabulaire nuit surtout à celui qui a le tort d'y recourir; mais il rendait bien difficile la tâche des jeunes diplomates qui se trouvaient en relations avec lui, n'apportant que le plus sincère désir de témoigner au représentant d'une si grande puissance la déférence qui lui était due, et de préserver leurs deux pays des maux incalculables d'une rupture flagrante. Il est vrai que les ambassadeurs auxquels leur âge et leur illustration personnelle devaient assurer au moins les égards ordinaires n'étaient guère mieux partagés. En

parlant des inconvenances calculées que lord Palmerston se permettait souvent envers M. de Talleyrand lui-même, son biographe se borne à dire que « chez lui la bosse de la vénération n'était pas fort prononcée. » Ce n'est pas précisément la vénération que la France demande pour ses agents au dehors; il lui est pourtant bien permis de revendiquer pour eux la courtoisie que le souci de leur propre dignité porte les cours européennes à pratiquer comme à réclamer en faveur du caractère représentatif, et dont les voyageurs rencontrent des manifestations si touchantes jusque chez les Arabes du désert et dans la cabane des Peaux-Rouges.

De pareils défauts, de pareils travers, bien qu'imparfaitement connus et compris du public, n'ont cessé d'être déplorés et stigmatisés en Angleterre par tout ce qui était le mieux placé pour se former sur la matière une opinion compétente. Les chefs du parti conservateur, alors le moins rapproché de la France par ses tendances générales, saisissaient toutes les occasions de faire leurs réserves, et le même sentiment se manifestait souvent dans une portion notable du parti whig, comme dans le sein même du ministère; mais, tout-puissant sur l'esprit de lord Melbourne, son beau-frère, lord Palmerston s'était fait dans les rangs du parti libéral avancé une clientèle qui forçait ses collègues à compter avec lui et à subir sa direction presque exclusive dans les limites de son département. Les crises n'en étaient pas moins fréquentes, et quelquefois elles faisaient explosion. Ainsi en 1846 la première tentative de lord John Russell pour constituer un gouvernement libéral, lors de la dissolution du cabinet de sir Robert Peel sur la question des *corn laws*, échoua par la résistance décidée de lord Grey contre la rentrée de lord Palmerston aux affaires étrangères. Lord John Russell s'efforça de son mieux plus tard de régler et de contenir tout ce que sa nature élevée n'avait cessé de répudier; mais la tâche n'était point facile. Enfin la rupture éclata, et l'acte de haute politique et de haute justice longtemps différé put s'accomplir. Le noble souci de répandre en Europe tous les bienfaits dont l'Angleterre avait joui sous le régime parlementaire était le motif proclamé et généralement accepté de la politique à laquelle lord Palmerston avait alors donné son nom, mais sa sincérité devait être mise à une double épreuve. Lorsqu'en 1848 le premier essai des forces modernes de la commune de Paris triompha du gouvernement constitutionnel, les plus avertis furent étonnés de voir lord Palmerston, cédant aux plus mesquines animosités, applaudir seul et très hautement à la catastrophe. Quand, trois ans après, un acte d'une violence et d'une perfidie inouïe rétablit en France le plus fatal des despotismes, presque seul encore lord Palmerston apportait ses fé-

licitations publiques et empressées. La mesure était comblée dès lors, et il fut contraint de quitter la direction des affaires étrangères pour ne plus la reprendre. Encore une fois, en 1858, la condescendance dont, premier ministre, il fit preuve à l'égard du gouvernement impérial de France, qu'il avait pris en affection toute particulière, le précipita du pouvoir; mais, quand il y rentra en 1859, l'Europe, par la présence de l'illustre lord Russell aux affaires étrangères, fut délivrée de ses anciennes inquiétudes aussi efficacement qu'elle l'est aujourd'hui par celle de lord Granville.

## II.

Le recueil édité par sir H. Bulwer se compose de deux parties très distinctes. Le premier volume contient des passages d'un journal de lord Palmerston, une courte autobiographie de lui et des fragmens de sa correspondance très intime avec des membres de sa famille. Le second renferme des extraits de sa correspondance diplomatique ayant trait surtout à la formation du royaume de Belgique et aux négociations qui aboutirent à la prise d'armes contre Méhémet-Ali en 1840. Une nouvelle série est promise au public, mais la mort prématurée de sir Henry Bulwer, appelé récemment à la pairie sous le titre de lord Dalling, en affligeant profondément ses nombreux amis des deux côtés de la Manche, a interrompu le travail qu'il poursuivait avec le zèle le plus affectueux. Le contraste que nous avons signalé dans la politique intérieure et extérieure de lord Palmerston se révèle d'une façon non moins accusée dans sa correspondance. Rien de plus agréable, de plus enjoué, de plus profondément sagace et judicieux que tout ce que renferme le premier volume; mais, quelque soigneusement triés et expurgés qu'aient évidemment été les extraits publiés dans le second, les défauts du tempérament diplomatique de lord Palmerston ne cessent de s'y trahir. Il est piquant de retrouver, sous la plume de celui que notre génération a vu si longtemps en scène, des détails sur la mort de Fox, sur les manœuvres électorales de ses successeurs. Voici les renseignemens authentiques sur la campagne d'Iéna qui arrivent jour par jour en Angleterre par l'entremise de ses agens ou des réfugiés mêmes de la défaite. Au moins, dans nos récents désastres, la constance de nos soldats durant leurs plus rudes épreuves a été pleinement reconnue par nos ennemis; mais en 1806, quel sacrifice de l'honneur militaire dans les rangs des armées formées à l'école du grand Frédéric! Elles n'affrontent même pas le choc; dès les premières décharges de la mitraille, la panique est au comble, la débandade



partout. Écoutons cette voix impartiale. Les Prussiens ignoraient absolument les mouvemens de l'armée française deux jours avant la bataille. « On donne pour motif, dit le journal de Palmerston, que l'esprit de désertion était tellement répandu dans l'armée qu'il était inutile d'envoyer en reconnaissance des patrouilles qui passaient le plus souvent à l'ennemi au lieu d'en rapporter des nouvelles. ... L'aide-de-camp du duc de Brunswick, dans les bras duquel il est tombé mortellement blessé, et qui est venu remettre au roi ses insignes de l'ordre de la Jarretière, rapporte qu'au premier feu de la mitraille les Prussiens ont fui comme des perdreaux. ... Après une déroute pareille à celle d'Iéna, il est naturel d'en chercher les causes dans la trahison ou l'incapacité des officiers et des chefs, et il arrive souvent que des hommes dont la seule faute est de n'avoir pas réussi sont en butte à la plus grande injustice; mais ici il est hors de doute que ce sont ces raisons qui ont déterminé en grande partie les désastres. » En effet, Napoléon s'annonçait comme devant réorganiser l'Allemagne, et il est constant que le désir de pactiser avec le vainqueur ne se manifestait que trop visiblement. On sait que, parmi ses projets, celui de faire disparaître entièrement la Prusse de la carte européenne a été conçu et discuté (1); cependant des conseils plus modérés finirent par prévaloir. — Trois fois depuis Paris a vu les Prussiens dans ses murs. Qui douterait encore de l'inconstance de la fortune et de ce que peut, pour l'enchaîner, l'énergie d'une race régénérée par le malheur? — On a beaucoup parlé de la cigarette de Sedan; que dire de la partie de chasse d'Osterode? « Le roi se réfugia d'abord à Custrin, puis à Osterode, dans les environs de Dantzig. Telle était son apathie à l'égard de ses affaires que, quand le comte Voronzof, qui lui était envoyé en mission de Saint-Petersbourg, le rejoignit, il fut invité sur-le-champ à suivre le roi dans une partie de chasse. — Le sport fut bon : on tua un loup et un élan. La reine, quoique souffrante et indignée de ce divertissement inopportun, fut contrainte d'y assister (2). » Voyons maintenant quelle fut la générosité du vainqueur. « Cette journée, la dernière de la monarchie prussienne, fut également fatale à son héroïque vétéran, le duc de Brunswick. Son régi-

(1) J'ai connu dans ma jeunesse un employé supérieur du département des affaires étrangères, M. Dumont, qui m'a raconté que Napoléon, à son retour à Paris, avait donné à traiter dans les bureaux cette question même de la répartition entière de toutes les provinces de la Prusse. Berlin l'embarassait surtout; qu'en faire et à qui l'attribuer? Le meilleur mémoire fut celui de M. Gérard de Rayneval, père du premier ambassadeur de ce nom et grand-père du second. Napoléon en fut tellement content qu'il écrivit au bas, de sa main : « 25,000 francs pour l'auteur. »

(2) Note de lord Palmerston.



ment de grenadiers, un corps d'élite, refusait de charger. Exaspéré par cette disgrâce et résolu de ne point survivre à tant de calamités, il saisit un étendard et se précipita à cheval dans la mêlée. Un chasseur français l'abattit d'un coup de feu presque à bout portant. La balle lui avait traversé le nez, et il fut emporté sans connaissance par quelques-uns de ses officiers, qui l'avaient suivi. Il fut conduit à Altona, où il languit durant quelques semaines dans les plus grandes angoisses et aveuglé par sa blessure; enfin il expira, épuisé par les tortures de l'âme autant que par celles du corps. Avant sa mort, il écrivit une lettre à Bonaparte, le suppliant de faire respecter la neutralité de ses états, puisqu'il n'avait pris aucune part à la guerre, où lui-même il avait servi non comme duc de Brunswick, mais comme général au service de la Prusse. Bonaparte, ayant lu la lettre, la jeta sur une table et répondit du ton le plus hautain à l'officier qui l'apportait : — Cette excuse ferait très bien pour un conscrit, mais pas pour un prince souverain; ni lui ni aucun de ses enfans ne remettront jamais le pied dans le duché de Brunswick.

— La fin survenue, on réclama la permission d'ensevelir le duc auprès de ses ancêtres : l'usurpateur refusa avec la même arrogance, disant qu'il était indigne de reposer auprès d'eux. (Journal de 1806.) » On sait quel serment fut prêté sur cette tombe par son fils, et comment il le tint dans nos revers à la tête des « hussards de la mort » jusqu'au jour, funeste pour nous, où il devait trouver à son tour sur le champ de bataille la fin glorieuse qu'il y avait tant de fois cherchée.

Le second volume de la publication de lord Dalling se compose de la correspondance de lord Palmerston devenu ministre des affaires étrangères. La grave question européenne soulevée par l'insurrection de la Belgique réclama ses premiers soins. Le royaume des Pays-Bas, tel qu'il existait précédemment, avait été créé en 1814 par l'Europe coalisée contre la France dans le même esprit que les anciennes « barrières » que la diplomatie des temps antérieurs élevait avec tant de sollicitude contre l'ambition de nos rois. Une ligne formidable de forteresses réparées et armées avec une défiance jalouse était confiée à la garde fidèle de cette sentinelle avancée dont l'alliance héréditaire avec nos ennemis leur ouvrait le territoire dès la première alerte. Ils ne devaient donc pas voir sans un profond déplaisir leur œuvre anéantie par le souffle révolutionnaire, et leur sentiment était vivement partagé par le duc de Wellington comme par le parti dont il était le chef en Angleterre. Lord Palmerston, on ne saurait trop le reconnaître, fut de ceux qui admirent dès l'abord l'impossibilité de sacrifier plus longtemps aux appréhensions de la sainte-alliance le vœu unanime et l'intérêt incontestable des plus

belles provinces de l'Europe; mais sa position était difficile. La fièvre révolutionnaire était partout; l'esprit d'aventure et les passions belliqueuses se réveillaient, se combinaient avec elle en France, où des modifications plus profondes aux traités de 1815 ne tarderaient sans doute pas à être réclamées. Il fallait s'unir à nous pour imposer à l'Europe l'effraction limitée du pacte européen qu'entraînait l'établissement d'une Belgique indépendante. Il fallait s'unir aux grandes cours rivales contre nous pour nous maintenir dans le respect de ces mêmes traités quant à tout ce qu'ils stipulaient à notre préjudice. Il fallait, en face des critiques constantes et des sinistres prédictions du parti conservateur, garantir l'Angleterre contre tout profit résultant de sa politique nouvelle pour le compte de la France au-delà des avantages de la substitution, sur notre frontière septentrionale, d'un état bienveillant et neutralisé à une puissance fatalement hostile.

Avec quelle légèreté ce bienfait, dû à la fermeté, à la constance de la monarchie de juillet, qui n'avait pas craint dès l'abord de jeter son épée dans la balance encore incertaine, fut accueilli dans des temps plus heureux! Notre génération devait apprendre ce qu'il en coûte de défendre, dans les mauvais jours, une frontière habilement restreinte; qu'eût-ce été s'il eût fallu protéger la ligne entière qui s'étend de la Suisse à l'Océan! Telle fut l'œuvre salutaire de notre diplomatie durant les premières années d'un règne que l'on accusait jadis d'un souci trop médiocre pour nos intérêts au dehors. — Hélas! qui nous rendra la France du roi Louis-Philippe telle qu'il sut si bien la maintenir et la garantir? Peu de publications récentes ont offert l'intérêt que présentent les dépêches et les lettres de lord Palmerston sur cette laborieuse négociation de sept ans que son biographe a livrées au public. La pensée la plus secrète de la cour de Londres et de ses alliés s'y révèle tout entière, et si la clarté et la fermeté de vues de lord Palmerston s'y manifestent fréquemment, les défauts déjà signalés de son tempérament diplomatique n'y sont pas moins apparens. On se trompe tout autant dans les grandes affaires par une méfiance excessive que par une confiance imprudente, et il est singulier de voir combien peu l'esprit de lord Palmerston, généralement sagace, était à l'abri de cette dangereuse erreur. On croit rêver quand on voit le roi Louis-Philippe et ses principaux ministres de cette époque accusés chaque jour de vouloir, par leur ambition effrénée ou leurs menées souterraines, mettre en péril la paix européenne, qu'ils ont maintenue au prix de tant d'efforts. Les expressions, bien entendu, ne sont point ménagées. « Soult est un bijou » (*Soult is a jewel*) quand les vues de l'illustre maréchal concordent avec celles du ministre de l'Angle-

terre, mais il redevient comme les autres un traître de mélodrame quand les inévitables divergences se manifestent. « Sébastiani et Soult cherchent apparemment à fomenter une querelle à tous leurs voisins ou à contraindre tout le monde à subir leur insolence et leurs agressions... » Ils témoignent chaque jour le désir de « nous traiter d'une façon à laquelle nous ne saurions nous soumettre. »

Nous pourrions multiplier à l'infini ces témoignages d'une méfiance et d'une susceptibilité personnelles poussées parfois jusqu'à l'aberration. Comme le général Sébastiani était fort influent alors dans nos conseils, c'est lui qui est en butte aux plus fréquentes et aux plus injurieuses imputations, aussi bien qu'à des procédés qui auraient été jugés assez sévèrement à Londres, si les rôles avaient été renversés. Que lisons-nous par exemple dans une lettre de l'excellent et bienveillant lord Granville lui-même, père du ministre actuel, et alors ambassadeur à Paris? « Quand Perier m'a parlé de sa majorité dans la chambre comme douteuse, je lui dis que peut-être l'impopularité de son ministre des affaires étrangères lui ferait perdre quelques voix... » Telle fut trop habituellement la politique de lord Palmerston. Des animosités gratuites contre les ministres dirigeans des cours étrangères, qu'un peu de savoir-vivre diplomatique aurait suffi pour maintenir dans les plus amicales dispositions; puis, la querelle survenue, le sacrifice du ministre était poursuivi et réclamé sans relâche, — le bon accord avec l'Angleterre était à ce prix.

Assurément nous n'entreprendrons pas de venger la série de nos hommes d'état de cette époque contre les calomnies dont chacun d'eux a été successivement l'objet de la part de lord Palmerston et de la presse dont il disposait chaque fois qu'il leur était interdit d'entrer absolument dans ses vues; mais les circonstances nous ont permis plus tard de voir de très-près le maréchal Sébastiani, accusé à tant de reprises de « déloyauté, » et d'être associé à ses efforts incessans pour maintenir l'intime alliance des deux états. Nous n'hésitons point à le dire en pleine connaissance de cause, non-seulement l'Angleterre n'a jamais eu un plus fidèle et plus « loyal » allié, mais il est difficile pour un étranger de concevoir pour un pays qui n'est pas le sien plus d'estime, de sympathie et d'admiration que n'inspirait l'Angleterre au glorieux vétéran qui l'avait tant de fois combattue sur le champ de bataille. Nous pourrions en dire au moins autant du roi Louis-Philippe, qui, plus que personne, a habitué les deux nations, si longtemps ennemies, à consulter leurs plus chers intérêts en cultivant des relations amicales, et Dieu sait de quelles imputations il a été poursuivi par lord Palmerston et par son école pour avoir rempli à l'égard de la France ses devoirs élémentaires

de souverain ! Le fait est, et cette correspondance en fournit à chaque page une preuve nouvelle, que lord Palmerston, sincèrement libéral dans l'acception politique du mot, était dépourvu de tout esprit d'équité. La nature, pour compenser tant de dons précieux, semblait lui avoir refusé la faculté de changer de point de vue et d'envisager, même momentanément, les devoirs correspondans à ceux qu'il remplissait lui-même avec tant d'ardeur. Évidemment les affaires de l'Europe ne sont pas conduites par des rosières, et ceux qui traitaient avec lord Palmerston étaient moins que d'autres dispensés de la vigilance et de la circonspection nécessaires pour protéger ou pour faire prévaloir les intérêts qui leur étaient confiés (1); cependant le monde officiel de l'Europe n'est point un enfer, ses principales illustrations ne sont point des forcenés contre lesquels toutes les intempérances du langage et souvent même de la conduite seraient permises. Ce n'est point avec de tels écarts que peut s'accomplir dignement et utilement la tâche difficile de concilier tant d'opinions différentes. La conformité absolue de vues entre les grandes puissances rivales ne peut être après tout qu'un heureux accident, et c'est précisément à les faire concorder dans un concert suffisant que consiste la mission de la diplomatie.

Considérons un instant par exemple, dans la correspondance de lord Palmerston, ce qui a trait à la création du royaume de Belgique.

(1) Un incident sommairement rappelé suffira pour caractériser les procédés que lord Palmerston avait hérités de lord Clive et de quelques notabilités de son pays. Une grave insurrection menaçait en 1847 le trône de la reine donna Maria. D'après le traité de la quadruple alliance, le secours de ses alliés pouvait être invoqué, et il le fut sur-le-champ avec la dernière insistance par son ministre à Londres, le baron de Moncorvo. Les représentans de la France et de l'Espagne furent convoqués avec lui au *foreign office* par lord Palmerston, qui rédigea, séance tenante, le protocole de l'intervention commune. Quand il nous donna lecture de la pièce, je remarquai que les puissances prenaient l'engagement d'agir avec les forces maritimes « actuellement sur les lieux. » Je fis observer que, ne sachant point quels bâtimens la France pouvait avoir alors dans le Tage, il m'était impossible de laisser limiter à ce point son action.

Mon objection parut juste, et lord Palmerston, qui tenait un crayon à la main, effaça, en apparence, sur sa minute les mots indiqués. Quand, après les délais de rigueur, les expéditions furent rapportées, quelle fut ma surprise en retrouvant ces propres paroles ! Lord Palmerston témoigna un égal étonnement, et me proposa de faire faire des copies nouvelles. Il était neuf heures du soir, la conjoncture pressait, le courrier attendait, le bâtiment chauffait, mes collègues étaient excédés de fatigue. Je les pris donc à é-moin que nous avions affaire à une erreur de copiste qui ne pouvait en rien engager mon gouvernement, et je rencontrai une adhésion unanime. Deux jours après, je dînai chez lord Palmerston. « Guizot est très content de notre protocole, me dit-il. — C'est ce qu'il a bien voulu m'écrire déjà, répondis-je; mais il approuve surtout ma réserve quant au mot *actuellement*, qui reste, comme nous en sommes bien convenus, sans valeur. — S'il était sans valeur, me répondit lord Palmerston en riant, je ne l'aurais pas maintenu. » L'école avait ses avantages pour un jeune diplomate.

La révolution venait de déchirer violemment sur ce point les traités de 1815; d'accord avec l'Angleterre, la France était appelée à défendre et à sanctionner cette violation par sa diplomatie et par son épée. — Or, parce qu'en ces circonstances mêmes son gouvernement ne professait pas pour ces mêmes traités le dévoûment à toute épreuve qui animait l'Angleterre dès qu'elle les invoquait contre nous, de violentes diatribes étaient adressées à nos représentans. Les volontés du peuple belge devaient faire loi, quand même ce peuple, écrasé par le roi de Hollande, ne devrait son commencement d'existence qu'à la protection des armes françaises; mais la volonté du peuple français ne devait compter pour rien. Lord Palmerston croyait répondre à tout en signalant le désintéressement de l'Angleterre. Pouvait-il oublier que ces traités, fondés sur le triomphe le plus absolu de son pays et de ses alliés, n'auraient jamais pu être imposés ou même proposés à la France sans les revers accablans qui les avaient précédés? Pouvait-il oublier que, vingt fois durant la guerre précédente, la Grande-Bretagne et l'Europe auraient signé des deux mains des arrangemens qui eussent consacré, pour le moins, à notre égard les stipulations territoriales de la paix d'Amiens? En 1829 encore, il est constant que la Russie, pour prix de notre alliance, aurait contribué très efficacement à la reprise par nous d'une partie de nos anciennes possessions. Lord Palmerston le savait mieux que personne, car nous lisons dans son intéressante correspondance de Paris à cette époque : « Pozzo di Borgo assure secrètement la France que, si dans le cas d'une guerre générale elle prend parti pour la Russie, la Russie de son côté l'aidera à reprendre la frontière rhénane, » — et ailleurs : « Vous aurez eu, bien entendu, connaissance de l'entente établie, il y a un an, entre la Russie et la Prusse, d'après laquelle, dans certaines éventualités, la France se porterait sur le Rhin au détriment de la Hollande et de la Prusse. La Prusse se dédommagerait en prenant la Saxe; le roi de Saxe serait transféré dans le Milanais, et la Hollande obtiendrait quelque équivalent sur sa frontière septentrionale. J'ai appris ceci l'autre jour à Paris d'une source qui me donne tout lieu de croire la nouvelle fondée. »

Bien que la révolution de juillet, en alarmant et en éloignant de nous tant de souverains, n'ait point été dès l'abord favorable à notre situation européenne, était-il surprenant que nos hommes d'état aient songé parfois à demander, dans une mesure très restreinte, à l'alliance anglaise les avantages que l'alliance russe leur offrait avec tant d'empressement? Lord Palmerston était parfaitement libre de s'y refuser; peut-être même nous conseillait-il sagement en nous rappelant les exigences extrêmes dont, grâce à la

sagesse du duc de Wellington, à la bienveillante action de l'empereur Alexandre et avant tout aux habiles négociations de la maison de Bourbon, ces mêmes traités nous avaient garantis alors. Peut-être avons-nous trop oublié nous-mêmes, dans des jours plus heureux, que l'arrivée du comte d'Artois à Paris permit à M. de Talleyrand de stipuler dès le 23 avril 1814 l'évacuation immédiate par les alliés du territoire de l'ancienne France avec quelques additions aux frontières de 1792 et la conservation des richesses accumulées dont la victoire avait comblé nos musées. Peut-être la France n'a-t-elle jamais assez su que déjà en 1815 la Lorraine et l'Alsace avaient été formellement réclamées par la Prusse. Rien toutefois ne saurait justifier le langage dans lequel lord Palmerston qualifie le désir fort légitime qu'éprouvaient le roi Louis-Philippe et ses conseillers de voir modifier d'un commun accord, après vingt ans d'intervalle, la situation que son infortune suprême avait faite à notre pays.

Ces réserves nettement formulées, il est certain qu'il y a pour nous autant d'intérêt que de profit à étudier la publication de lord Dalling; elle nous fournit les informations les plus authentiques et souvent les plus précieux avertissemens. Rien n'est plus salutaire en effet pour les peuples que de connaître le jugement que portent sur eux et sur leur puissance des adversaires éclairés, et, si notre amour-propre est parfois mis à l'épreuve, — par exemple quand le ministre anglais énumère avec une singulière prévoyance (lettre du 11 mars 1840) les maux qu'entraînerait sur la France une guerre entreprise par elle légèrement et sans motifs suffisans, — ne craignons pas de rechercher la précieuse vérité partout où nous pourrions la rencontrer. Comme témoignage des informations curieuses que renferme la correspondance intime de lord Palmerston, citons ce seul extrait d'une lettre confidentielle à lord Granville et le piquant aperçu qu'elle donne de la situation diplomatique du moment. Le roi de Hollande venait de fondre avec toutes ses forces sur la Belgique, qui eût été perdue alors sans la prompt intervention de l'armée française. Notre succès avait été si rapide que les plaisans n'avaient pas manqué de placer leur mot. — Est-ce une campagne? — Non. — Une demi-campagne? — Non. — C'est donc une partie de campagne! — Le résultat à peine obtenu, les jalousies de lord Palmerston éclataient dans toute leur puérile exubérance. Ici, comme toujours, il considérait les armées, les flottes, les finances de la France comme à l'entière disposition de la politique commune, — interprétée par l'Angleterre seule; mais, quand il en réclamait trop naïvement la direction même, le roi et ses ministres ne pouvaient avec toute la bonne volonté possible la lui abandonner, et dès lors que de contestations et de récriminations nou-

velles, et aussi quelle étrange ignorance, pour un esprit aussi sagace, des dispositions réelles qui dominaient à Paris!

« Foreign office, 23 août 1831, onze heures du soir.

« Mon cher Granville, jamais tâche ne fut plus difficile que celle qui nous est imposée, de faire sortir les Français de la Belgique. Les Français veulent y rester. Les Prussiens n'ont encore aucune vue arrêtée : ils sont toujours animés d'une pensée secrète, que, si les Français restent, la guerre s'ensuivra, le partage en résultera, et qu'ils arriveront eux-mêmes pour leur part. L'Autriche est la plus rapprochée de nous par ses sentimens; mais elle n'a aucun intérêt particulier à poursuivre dans la question. La Russie, qui, si je ne me trompe, en savait plus sur l'irruption du roi hollandais qu'il ne lui convient d'avouer, est toujours prête à lancer les gros mots et à tenir un langage hautain envers tout le monde, elle ne serait pas fâchée de nous voir tous aux prises les uns contre les autres. Les Hollandais (ici du moins) affectent de souhaiter que les Français restent, prétendant que le désir de s'en débarrasser rendra les Belges plus accommodans, et les Belges disent qu'ils ont besoin de leur protection, tandis que l'armée belge se réorganise, et jusqu'à ce que la Hollande ait consenti à un armistice... J'ai eu hier une longue conversation avec Talleyrand... »

Telles étaient les difficultés, telles étaient les embûches à travers lesquelles, grâce surtout à la sagesse et à la fermeté du roi Louis-Philippe, le grand résultat put être pacifiquement assuré, la sécurité de notre frontière septentrionale garantie par l'Europe, six des forteresses-barrières démolies, et un des états les plus libres, les plus heureux, les plus exemplaires du monde définitivement constitué. Tout en exagérant, comme d'habitude, la part réelle qu'il lui fut donné d'y prendre, les amis de lord Palmerston ne rendent en la signalant qu'un hommage mérité à sa mémoire.

Nous avons parlé de la sagacité et de la justesse d'appréciation politique qui distinguaient habituellement lord Palmerston. Ces rares qualités éclatent fréquemment dans la publication de lord Dalling. N'oublions pas que les tristes emportemens que nous avons dû rappeler faisaient surtout explosion dans les rapports personnels; quant aux questions elles-mêmes, et surtout quant aux situations générales, il les jugeait et les préjugait le plus souvent avec sang-froid, avec perspicacité, avec une ténacité de vues singulière. Les générations nouvelles, ne voyant que des faits depuis longtemps accomplis, ne sauraient croire quelles résistances le ministre libéral a dû combattre et surmonter chez ses compatriotes et



ailleurs quand le succès était encore fort problématique et la politique qu'il poursuivait fort diversement appréciée. Le royaume de Grèce portait atteinte à l'intégrité de l'empire ottoman, que l'Angleterre et l'Europe s'efforçaient de consolider, — le royaume de Belgique au grand pacte qu'elles n'avaient pas moins d'intérêt à maintenir; — en Portugal, en Espagne, le traité de la quadruple alliance était en opposition formelle avec le principe de non-intervention que la Grande-Bretagne invoquait sans cesse ailleurs. Jusqu'ici toutefois la France et l'Angleterre marchaient d'accord; mais dans la question italienne, il est équitable de le rappeler, lord Palmerston a prévu l'événement survenu depuis sa mort avec une obstination indomptable jusque dans les plus mauvais jours, et qui lui fait d'autant plus d'honneur que les intérêts de l'Angleterre étaient ici en désaccord naturel avec les nôtres. Sur une autre des grandes questions européennes, son opinion, souvent isolée, a été soutenue et proclamée contre l'appréciation générale avec une persévérance encore plus signalée. Il croyait le conflit avec la Russie fort probable sur la question d'Orient dans un avenir plus ou moins prochain. « La Russie, écrivait-il dès 1833, est la seule puissance avec laquelle nous soyons menacés d'une rupture ouverte, et même avec elle je ne désespère point absolument de maintenir la paix. » Il se refusait toutefois à considérer l'empire ottoman comme atteint d'un mal irrémédiable, et n'adoptait point les locutions alarmantes et médicales que M. de Metternich avait mises fort à la mode alors. En 1839, il y a plus de trente ans, il écrivait ces mémorables paroles :

« Quant à l'empire turc, si nous pouvons lui procurer dix années de paix sous la protection collective des cinq puissances, et si ces années sont employées avec profit à réorganiser le système intérieur de l'état, je ne vois aucune raison pour qu'il ne redevienne pas une puissance respectable. La moitié des conclusions erronées acceptées par le genre humain proviennent de l'abus des métaphores et de la tendance à prendre des ressemblances générales ou des similitudes imaginaires pour une identité réelle. Ainsi on compare une ancienne monarchie à un vieux bâtiment, à un vieux arbre ou à un vieillard, et parce que le bâtiment, l'arbre, le vieillard, doivent d'après les lois naturelles nécessairement tomber en ruine, dépérir ou mourir, on imagine qu'il en sera de même d'une société humaine, et que les mêmes règles qui gouvernent la nature inanimée ou la vie végétale et animale régiront aussi les nations et les états. Il est difficile de commettre une erreur plus absolue ou plus opposée aux saines déductions. En dehors de tout autre point de différence, n'oublions pas que les parties constituantes d'un édifice, d'un



arbre ou d'un homme restent les mêmes, qu'elles sont décomposées par des causes extérieures ou altérées à l'intérieur par le cours de l'existence de manière à devenir finalement impuissantes pour l'accomplissement de leurs fonctions primitives. Les parties constituantes d'une société humaine au contraire sont soumises, jour par jour, à des procédés de rénovation matérielle et de progrès moral. Ainsi ce que nous entendons chaque jour de la semaine sur la décadence de l'empire ottoman, qu'il n'est plus qu'un cadavre, un arbre desséché, et ainsi de suite, n'est qu'un galimatias pur et absolu. »

Toutefois, pour que cette régénération progressive d'un état puisse s'accomplir, il est indispensable qu'il jouisse de la tranquillité au dedans comme de la sécurité au dehors, et ces deux conditions manquaient entièrement à l'empire ottoman. Méhémet-Ali, par ses talens militaires et administratifs, avait non-seulement réussi à se constituer en Égypte une domination presque indépendante, mais il menaçait sans cesse la Porte de dangers et d'envahissemens nouveaux. Enfin, en 1832, la victoire de Koniah lui livra la Syrie, l'Asie-Mineure, et lui ouvrit le chemin de Constantinople. La Porte, éperdue, fit appel à tous ses alliés. Une flotte russe se dirigea sur Constantinople, toutefois un arrangement conclu sous l'inspiration de l'amiral Roussin, notre ambassadeur, déterminait le sultan à renvoyer le secours si promptement offert. Méhémet-Ali, se refusant à sanctionner le traité de Kutaïa, fit avancer ses armées, la protection de la Russie fut invoquée de nouveau, sa flotte reparut, et 15,000 hommes de troupes russes débarquèrent sur les rives du Bosphore. Méhémet-Ali dut se contenter dès lors de la Syrie et du district d'Adana, et le traité d'Unkiar-Skelessi, conclu sous ces auspices, livra la Porte à la sauvegarde dominatrice de son plus redoutable ennemi. Cependant la paix n'avait amené aucune pacification réelle. Le sultan Mahmoud brûlait de se venger de son vassal révolté, Méhémet-Ali nourrissait les projets de conquête les plus chimériques; des deux côtés, toutes les ressources se consumaient en armemens exagérés, et les alarmes de la Porte comme ses aspirations belliqueuses la rejetaient de plus en plus dans les bras de la Russie. Il est naturel que cette situation ait excité les inquiétudes et le mécontentement des autres puissances européennes, qui voyaient un état de choses ruineux pour le sultan à la veille sans cesse d'être aggravé encore par les complications les plus menaçantes pour la paix générale. Aussi Méhémet-Ali, l'auteur incontestable des malheurs passés, le fauteur incontestable des nouveaux troubles, devint-il l'objet d'une animosité spéciale.

## III.

La dernière partie de la correspondance de lord Palmerston publiée jusqu'ici se rapporte à une époque remplie de pénibles souvenirs pour la France, mais les révélations ainsi fournies n'en sont que plus dignes d'une méditation sérieuse. Nous aurons à ce propos à parler d'un des personnages les plus célèbres de notre temps, que les circonstances nous ont permis d'approcher d'assez près. Nous le ferons avec une franchise entière, pénétré toujours d'un reconnaissant souvenir pour l'accueil que nous avons reçu de lui dans des momens fort douloureux, porté, sans aucun effort, à rendre hommage aux grandes et attachantes qualités qui l'élevaient si haut au-dessus de tout ce qui l'entourait, mais convaincu que l'engouement passionné qu'il a jadis inspiré à notre pays ne saurait être attribué qu'aux impressions les plus erronées. Quoi qu'il en soit, le prestige des victoires rapides de Méhémet-Ali, son goût éclairé pour tous les produits de la civilisation occidentale, ses prévenances pour le commerce de la France et pour tous nos représentans, avaient exalté chez nous le sentiment public en sa faveur, au point de créer une de ces alliances qui, pour n'être écrites nulle part, n'en sont pas moins compromettantes ni même parfois moins obligatoires. Aussi quand, sous l'ardente instigation de lord Palmerston, les grandes cours se prononçaient ouvertement contre une situation qui en définitive constituait un pacha révolté arbitre des destinées de l'empire ottoman et de la paix européenne, notre gouvernement, entraîné en sens contraire par un courant irrésistible, épousait de plus en plus sa cause et ses intérêts. En 1839, la guerre éclata de nouveau, la victoire de Nézib ouvrit encore une fois à Ibrahim le chemin de Constantinople, et la trahison livra toute la flotte ottomane à Méhémet-Ali. Cette fois, grâce surtout à la fermeté de l'amiral Roussin, ce fut à tous ses alliés que la Porte s'adressa dans sa détresse, et une note collective des cinq représentans lui promit, au nom de leurs cours, la protection désirée. Le traité d'Unkiar-Skelessi se trouva ainsi virtuellement écarté; mais la France s'engageait aussi, en principe du moins, à coopérer aux mesures qui seraient concertées entre ses alliés contre Méhémet-Ali.

La situation devint, pour notre gouvernement et pour notre diplomatie, d'une perplexité extrême. La crise récente justifiait plus que jamais l'animosité de lord Palmerston contre le pacha, et il s'exaltait d'autant plus dans ce sentiment que les sympathies de la France se prononçaient plus vivement dans l'autre sens. La per-

spective de cette divergence profonde et toujours croissante entre les deux grandes puissances occidentales détermina la cour de Saint-Pétersbourg à envoyer à Londres le plus habile de ses négociateurs. M. de Brunnow fut chargé d'offrir la coopération la plus efficace de son souverain à toutes les mesures que le cabinet anglais et ses alliés croiraient devoir prendre contre Méhémet-Ali, d'accord avec la France ou, mieux encore, sans elle. L'influence du maréchal Sébastiani et les résistances d'une portion notable du conseil, qui attachait plus de prix au bon accord avec la France qu'à la question d'Orient, firent une première fois échouer la mission de l'envoyé russe; c'était le moment pour nous de faire un grand effort afin d'arriver à une entente suffisante avec l'Angleterre. Malheureusement les idées les plus exagérées sur les ressources réelles de Méhémet-Ali, sur son dévouement à la France, sur telle mission providentielle qui lui était attribuée en Orient, dominaient non-seulement le public et les chambres, elles avaient pénétré profondément dans le conseil, et le plus sage des souverains n'avait pu se soustraire à cette influence. On conclut un peu témérairement du départ de M. de Brunnow que les propositions dont il avait été l'organe étaient irrévocablement repoussées, et l'on persévéra plus que jamais dans l'attitude isolée. La cour de Saint-Pétersbourg saisit avec habileté l'occasion nouvelle qui s'offrait à elle, et M. de Brunnow reparut à Londres, chargé cette fois de consentir à l'abrogation définitive du traité d'Unkiar-Skelessi, du moment où la sécurité de l'empire ottoman serait garantie par les mesures de rigueur que proposait lord Palmerston contre le pacha d'Égypte.

Sur ces entrefaites, M. Guizot remplaçait le maréchal Sébastiani comme notre ambassadeur à Londres. Sans partager toutes les illusions de Paris sur la puissance de Méhémet-Ali et sur l'état réel de la question générale, il arrivait animé du plus sincère désir de faire prévaloir, dans la mesure du possible, les vues de la France et de son gouvernement; mais il ne tarda point à reconnaître la gravité réelle de la situation. Nous rencontrons avec un extrême plaisir, dans la correspondance intime qui nous occupe, le témoignage que le ministre anglais rend à la sagacité persistante de notre illustre ambassadeur, et une juste appréciation de l'élevation de son caractère non moins que de ses hautes facultés. Il ne sera pas toujours aussi équitable, et, quand M. Guizot sera plus tard appelé à défendre victorieusement contre ses entreprises les intérêts essentiels de la France sur un autre théâtre, les attaques habituelles de lord Palmerston ne lui seront point épargnées.

« Un fait important et que je tiens d'une personne qui a vu les dé-

pêches de Guizot depuis le 17 mars jusqu'au 9 de ce mois (juillet 1840), c'est que Guizot a continuellement averti Thiers de ne point se faire illusion sur la conduite du gouvernement anglais; il lui a constamment dit que, si la France n'entrait pas dans nos vues, nous passerions outre infailliblement avec les quatre puissances et en dehors de la France. Guizot a dit de plus que l'événement était imminent, et qu'une convention conclue sans la France pourrait être signée à chaque jour de chaque semaine. Thiers ne peut donc dire qu'il a été surpris... »

Plus tard encore :

« J'ai une grande estime et une grande considération pour M. Guizot.

— J'admire ses talens et je respecte son caractère. Je l'ai trouvé un des hommes les plus agréables que j'aie rencontrés dans les affaires publiques. Ses vues sont élevées et philosophiques. Il examine les questions avec lucidité, les discute à fond, et semble toujours pénétré du désir d'arriver à la vérité... »

Il est à regretter, pour le renom de lord Palmerston, qu'il n'ait point toujours jugé avec une pareille impartialité et un pareil discernement les hommes éminens que les relations diplomatiques ont placés en contact avec lui. Quant aux avertissemens que M. Guizot ne cessait de faire parvenir à Paris durant l'époque dont il s'agit, autant que personne nous serions en mesure d'en parler. Non-seulement sa correspondance en est remplie, mais, appelé vers la fin de juin à une mission lointaine, nous fûmes chargé par lui de les renouveler de vive voix à Paris avec la dernière insistance; malheureusement ils furent peu écoutés. Aussi la confiance que Méhémet-Ali était inattaquable, et que rien ne serait tenté contre lui en dehors de la France, ne cessa-t-elle de prévaloir dans nos conseils.

Cependant la grande crise approchait sensiblement à Londres. Décidé à la précipiter, lord Palmerston voulut surmonter toutes les résistances de ses collègues pour n'agir qu'au nom d'un gouvernement ouvertement unanime. Le 5 juillet, la lettre suivante fut déposée sur la table du conseil.

« Au très honorable vicomte Melbourne.

« Carlton Terrace, le 5 juillet 1840.

« Mon cher Melbourne,

« La différence d'opinion qui paraît exister entre moi et quelques membres du cabinet sur la question turque et l'extrême importance que j'attache à cette question m'ont conduit, après mûre réflexion, à la con-

viction qu'il est de mon devoir envers moi-même comme envers mes collègues de vous délivrer, vous et d'autres, de la nécessité de décider entre mes vues et celles de certains membres du cabinet sur ces matières, en plaçant, comme je le fais en ce moment, ma démission entre vos mains.

« Je me suis en effet trouvé pendant quelque temps dans une situation difficile par rapport à cette question.

« La note collective du mois de juillet dernier, — la décision du cabinet tenu à Windsor au mois d'octobre, — la suite et la teneur de mes communications écrites avec les gouvernemens étrangers, dont les membres du cabinet ont eu connaissance, — nos communications verbales avec les envoyés et les ministres de ces gouvernemens dans ce pays et avec Brunnow en particulier, — les deux projets de convention que, si je ne me trompe, j'ai lus il y a quelque temps au cabinet, celui qui a été rédigé par moi-même, l'autre par Brunnow et Neumann, étaient tous conçus au même point de vue : l'avantage de maintenir l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman; et je me suis considéré, en suivant cette voie, comme agissant avec la connaissance et la sanction du cabinet. D'autre part, quelques membres du cabinet, dans leurs conversations avec ces mêmes ministres étrangers avec lesquels j'étais ainsi en négociation, ont tenu des propos et formulé des opinions qui dénotaient une différente manière d'envisager la question, et j'ai appris de divers côtés que des personnes n'appartenant pas au gouvernement, mais connues pour entretenir des relations intimes avec des membres du conseil, avaient eu soin, tant en Angleterre qu'à l'étranger, de faire croire que ma manière de voir n'était pas celle de la majorité de mes collègues, que par conséquent, dans la circonstance, je ne devais pas être considéré comme l'organe des sentimens du gouvernement britannique.

« Le but particulier et immédiat que je me suis efforcé depuis quelques mois d'atteindre, d'accord avec les représentans de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, a été de persuader au gouvernement français d'entrer dans quelque plan d'arrangement entre le sultan et Méhémet-Ali, que les quatre autres puissances pussent considérer comme compatible avec l'intégrité de l'empire ottoman et l'indépendance politique de la Porte. En cela, j'ai définitivement échoué. Peut-être le but était-il dans tous les cas impossible à atteindre, au point où en était l'affaire; mais les circonstances dont je viens de parler n'étaient pas faites pour diminuer mes difficultés.

« La question qui se présente maintenant pour le gouvernement anglais est de décider si les quatre puissances, n'ayant pas réussi à persuader à la France de se joindre à elles, veulent ou ne veulent pas poursuivre l'accomplissement de leurs projets, non-seulement sans le secours de la France, mais avec la certitude, d'après les déclarations

positives et répétées du gouvernement français et d'après des considérations politiques concluantes, qu'elles ne trouveront aucun appui auprès de la France dans l'exécution de leur plan.

« Mon opinion sur cette question est distincte et absolue. Je crois que le but proposé est de la plus haute importance pour les intérêts de l'Angleterre, pour la conservation de l'équilibre général et pour le maintien de la paix en Europe. Je trouve les trois puissances entièrement prêtes à se rallier à mes vues sur cette matière, si ces vues doivent être celles du gouvernement britannique. Je ne puis douter que les quatre puissances, agissant d'accord avec le sultan et dans son intérêt, ne soient parfaitement en état de mettre ces vues à exécution, et je crois que les intérêts commerciaux et politiques de la Grande-Bretagne, l'honneur et la dignité du pays, la bopne foi envers le sultan, une juste appréciation de la politique européenne, tout exige que nous adoptions cette conduite. J'estime d'autre part que, si nous nous retirons et que nous nous refusions à une coopération avec l'Autriche, la Russie et la Prusse dans cette affaire, parce que la France se tient à l'écart et ne s'unit point avec nous, nous donnerons à ce pays l'humiliante position d'être tenu en lisières par la France, nous reconnaitrons virtuellement que, même lorsque nous sommes soutenus par les trois autres puissances du continent, nous n'osons nous engager dans aucun système politique en opposition avec la volonté de la France, et que nous considérons son concours positif comme une condition nécessaire de notre propre action. Or il me semble que ceci est un principe de politique qui ne sied pas à la puissance et à la position de l'Angleterre, et qui devra fréquemment conduire ce pays, comme dans la circonstance actuelle, à se subordonner aux vues de la France pour l'accomplissement de desseins nuisibles aux intérêts britanniques.

« Notre refus de continuer à marcher d'accord avec les trois puissances parce que la France ne se joint pas à nous aura pour résultat immédiat que la Russie retirera ses offres de se rallier aux trois puissances pour la solution des affaires de la Turquie, qu'elle reprendra, à l'égard de ces affaires, sa position isolée, et vous verrez le traité d'Unkiar-Skelessi renouvelé sous quelque forme encore plus répréhensible. De cette manière, nous perdrons sur ce point les avantages qu'il nous a fallu des efforts longs et compliqués pour gagner, et l'Angleterre rétablira volontairement, de propos délibéré, ce protectorat séparé de la Russie sur la Turquie, dont l'existence a été longtemps pour les autres puissances de l'Europe un sujet de jalousie et d'appréhensions bien fondées.

« Le résultat final d'une telle décision sera la division effective de l'empire ottoman en deux états séparés, dont l'un sera dans la dépendance de la France, l'autre un satellite de la Russie, dans chacun des-

quels notre influence politique sera annulée, nos intérêts commerciaux seront sacrifiés, — et ce démembrement soulèvera inévitablement des luttes, des conflits locaux, qui entraîneront les puissances de l'Europe dans les dissentimens les plus périlleux.

« J'ai donné à ces matières pendant quelques années l'attention la plus suivie et la plus consciencieuse. Je ne sache pas que j'aie jamais eu une conviction plus arrêtée sur aucun sujet d'une importance égale, et je suis très sûr que, si mon jugement sur cette question est erroné, il ne peut être que de peu de valeur sur aucune autre.

« Deux fois mon opinion sur ces affaires a été écartée par le conseil, deux fois la politique que je conseillais a été rejetée : 1° en 1833, lorsque le sultan envoya demander notre appui avant que Méhémet-Ali eût fait aucun progrès matériel en Syrie, et lorsque la Russie exprima le désir que nous vinssions au secours du sultan, disant néanmoins que, si nous nous y refusions, elle se porterait elle-même en avant, 2° en 1835, quand la France était prête à s'unir à nous dans un traité avec le sultan pour le maintien de l'intégrité de son empire. Les événemens qui survinrent ensuite, dans chaque cas, ont démontré que je n'avais point exagéré l'imminence du péril que je voulais conjurer, ni l'importance des difficultés que je voulais prévenir. Nous sommes aujourd'hui en présence d'une troisième crise où la résolution du cabinet britannique exercera une influence décisive sur les événemens futurs; mais cette fois le danger est plus apparent, moins déguisé, — le remède est plus efficace, plus complètement à notre disposition.

« La question est de celles qui appartiennent à mon propre département; je serais personnellement et d'une façon toute particulière responsable de toute conduite dont j'entreprendrais la direction. Je suis donc certain que vous ne sauriez vous étonner si je me refuse à être l'instrument d'une politique que je désapprouve, et qu'en conséquence je me sois arrêté à la détermination que j'ai formulée au commencement de cette lettre.

« Croyez-moi, mon cher Melbourne, votre tout dévoué,

« PALMERSTON. »

Les considérations ainsi développées furent décisives, et entraînèrent jusqu'au bout tous les collègues de celui qui les présentait si habilement. Elles étaient assez plausibles, assez péremptoires peut-être pour justifier la politique de lord Palmerston, mais elles ne sauraient expliquer ses procédés. Le secret profond avec lequel le traité du 15 juillet fut préparé et signé constituait en lui-même une bien gratuite offense pour la France, pour son gouvernement et pour l'ambassadeur dont le ministre anglais parlait avec une si juste considération. Nous n'avons trouvé nulle part une excuse ad-

missible pour cette violation de toutes les règles de la courtoisie internationale, et nous sommes réduits encore une fois à conclure que le tempérament de lord Palmerston le portait à ne trouver qu'un mobile de plus dans les légitimes ressentimens qu'il provoquait chez ses alliés, dans les difficultés intérieures qu'il leur suscitait à plaisir. Cependant le succès justifia complètement en Orient sa téméraire entreprise. Toutes les prévisions de la France furent déçues, toutes celles de l'Angleterre s'accomplirent merveilleusement, et, devant le premier souffle de l'ouragan déchaîné contre lui, la fantasmagorie de la puissance de Méhémet-Ali s'évanouit comme par enchantement. Les informations précises et techniques que, mieux que personne, lord Palmerston savait recueillir lui avaient inspiré depuis longtemps une grande confiance dans l'efficacité des seuls moyens maritimes. Dès 1834, nous trouvons dans sa correspondance intime : « Méhémet-Ali ne peut pas faire la guerre en Asie-Mineure si ses communications par mer avec l'Égypte ne sont pas libres, et nous sommes toujours en mesure de couper celles-ci de la façon la plus efficace. » En effet, la croisière ne fut pas plus tôt établie que l'armée d'Ibrahim tomba en dissolution, et une terrible insurrection éclata contre elle en Syrie. Quelques engagements sur la côte démontrèrent l'irrésistible supériorité de l'armement et de la discipline de l'Occident, et Saint-Jean-d'Acre, à qui le maréchal Soult lui-même avait attribué une force de résistance de premier ordre, succomba dans une seule et courte journée. Le triomphe de lord Palmerston fut donc complet et, nous n'hésitons point à le reconnaître, décisif pour le repos prolongé de l'Orient. Dispensé désormais des charges écrasantes d'un armement excessif, le jeune sultan Abdul-Medjid put poursuivre la salutaire réorganisation entreprise par son père. De son côté, l'Égypte, non moins cruellement accablée, put aussi respirer, et Méhémet-Ali est convenu avec nous que, maître héréditaire et incontesté du grenier de l'Orient, il pourrait goûter lui-même et faire goûter désormais à ses sujets un repos et un bien-être qui leur avaient été depuis longtemps inconnus. Les amis de lord Palmerston citèrent donc et citent encore son entreprise de 1840 comme le grand exploit de sa carrière; mais l'Angleterre ne s'associa, il faut le reconnaître, qu'avec une réserve extrême et des scrupules manifestes à leurs cris de triomphe. Les procédés gratuitement mis en œuvre contre la France attristaient les esprits réfléchis, et le bon sens public ne vit pas sans regret la paix de l'Orient assurée aux dépens de la sécurité et de la bonne intelligence de l'Occident. Quelques mois après, lord Palmerston tombait du pouvoir avec ses collègues, et ce ne serait pas trop d'avancer que, dans les élections où ils succom-



bèrent, pas une voix ne fut perdue pour la grande réaction conservatrice, pas une voix ne fut gagnée par le parti whig à raison de ses succès dans le Levant. Le premier soin de sir Robert Peel et de lord Aberdeen fut de rétablir avec la France, en tant qu'il pouvait dépendre d'eux, les plus cordiales relations. La confiance des autres cours leur assurait sans effort une prépondérance au dehors dont ils ne se servirent que pour écarter tous les sujets d'inutile et pué- rile discorde au lieu de la fomenter sans relâche. L'Europe eut dès lors quelques années d'une précieuse tranquillité diplomatique, et le *foreign office* put reprendre ces traditions de dignité et de mo- dération qui après tout lui sont habituelles.

Il s'agissait ici bien moins d'analyser à fond la publication de sir H. Bulwer que de la recommander à la méditation du public fran- çais. S'il est vrai que nous soyons de toutes les nations celle qui voyage le moins et avec le moins de fruit, qui s'occupe le moins sérieusement de tout ce qui tient à la puissance et la situation rela- tives des grands rivaux européens, les documens et les informations qui nous ont été livrés par lord Dalling sont pour nous d'un intérêt de premier ordre. En les examinant, j'ai été conduit à remettre en scène un homme justement célèbre, qui fut quelquefois l'allié, mais plus souvent l'adversaire de la France, et avec lequel je me suis personnellement trouvé en longues et assez intimes relations. Je me suis efforcé de parler de lui avec impartialité. J'ai résisté à l'entraî- nante admiration que m'inspire partout et toujours le spectacle d'une virile, mais légitime ambition, d'une existence laborieuse- ment consacrée au service de la couronne et de la patrie, surtout quand des avantages accidentels rendaient indifférens les vulgaires attraits du pouvoir et multipliaient les plus redoutables séductions de la vie ordinaire. Je n'ai point cédé davantage, je l'espère du moins, au souvenir de conflits depuis longtemps terminés, ni à la juste indignation que m'ont causée d'inqualifiables imputations pro- pagées contre ce que notre génération a produit de plus digne de respect. Si j'ai critiqué, surtout dans les procédés qui lui étaient familiers, une politique qui a rencontré tant d'adulateurs, j'ai la con- fiance d'avoir exprimé le jugement réfléchi de quiconque en Europe a été en mesure de former une opinion compétente. En Angleterre même, j'ai signalé les résistances qu'elle a soulevées, les réserves sous lesquelles elle a été acceptée par le sentiment public dans ses manifestations les plus éclairées et les plus élevées. Qu'il me soit permis en terminant de citer à ce propos les paroles mêmes d'un illustre compatriote de lord Palmerston, quelque temps son collègue, jamais son ennemi, et qui auront l'avantage de n'être point, en ce

qui le concerne, de provenance étrangère. Il s'agissait d'une proposition de M. Roebuck pour formuler l'adhésion explicite du parlement à la politique étrangère du cabinet whig.

« La motion de l'honorable membre est claire et précise. La chambre des communes est invitée à déclarer qu'elle épouse dans le monde la cause des gouvernemens libres, qu'elle est favorable aux efforts sérieux que tenterait partout et toujours une agrégation respectable d'individus pour assurer à leur pays les bienfaits d'un régime semblable au nôtre. On me convie d'adhérer à cette déclaration. On me somme, à défaut de mon assentiment, de formuler le principe contradictoire qui règle ma conduite. J'accepte le défi qui m'a été plus d'une fois adressé sur ce point : je réponds à l'appel plus d'une fois renouvelé dans ce débat. Le principe que j'oppose à celui de l'honorable membre est le principe même qui depuis cinquante ans a été revendiqué et mis en pratique par tous les hommes d'état éminens de mon pays, le principe de la non-intervention dans les affaires domestiques des états voisins et indépendans, sauf le cas où notre ingérence serait commandée par tels intérêts essentiels de l'Angleterre. Voilà le principe que j'oppose à la motion de l'honorable membre... Sa formule n'est pas nouvelle. Il y a cinquante-huit ans, une autre assemblée a déclaré comme lui, ou du moins dans le même esprit que lui, qu'elle accorderait fraternité et assistance à tous les peuples qui s'efforceraient de se procurer la liberté, que ses représentans au dehors, ses généraux même, seraient chargés de seconder partout ces efforts. Telle fut en effet la déclaration de la convention française en 1792. Faut-il vous rappeler les conséquences de cette déclaration? faut-il envisager avec vous les conséquences de celle que nous discutons?.. Quels sont les bienfaits d'un gouvernement libre? qui les définira, qui les caractérisera? Vous avez à vos côtés une grande république dont il est impossible de prévoir aujourd'hui les destinées, mais qui comprendra tout autrement que vous ces principes. A ses yeux, ils sont incompatibles sans doute avec tout établissement monarchique. Doit-elle, à votre exemple, vouer toute son influence, tous ses efforts, à la destruction de la royauté chez ses voisins? Vous avez dans l'Amérique septentrionale une autre république non moins puissante qui avoisine de fort près vos florissantes et monarchiques colonies; lui sera-t-il également loisible de vouer ses efforts à la subversion chez elles de l'autorité royale? Votre immense empire dans l'Inde doit-il à son tour être soumis à des expériences semblables? Et, si vous réclamez le principe pour les états dont la forme est libérale, comment le contester à ceux qui assurent ou croient assurer le bonheur de leurs peuples par des institutions différentes? Comment empêcher les grandes mo-

narchies autoritaires de porter à leur tour chez leurs voisins les institutions qui leur semblent les plus tutélaires, de revenir aux doctrines du traité de Pilnitz et du congrès de Vérone?.. On a parlé, il est vrai, de l'action de la diplomatie. Permettez-moi de le demander, qu'est-ce que la diplomatie? C'est un instrument assez dispendieux pour maintenir la paix. C'est une organisation particulière à laquelle les nations civilisées ont recours pour les préserver des malheurs et des alarmes de la guerre. A moins qu'elles ne s'en servent pour apaiser les animosités des individus, pour calmer les passions qu'engendre chez les peuples le sentiment exalté de la nationalité, si, je le répète, nous ne nous en servons point dans cet esprit, c'est un instrument à la fois fort coûteux et fort pernicieux. Si votre diplomatie n'est employée qu'à irriter chaque blessure, à envenimer les ressentiments au lieu de les amortir, si vous placez dans chaque cour de l'Europe un ministre, non point dans le dessein de prévenir des querelles ou d'y mettre un terme, mais afin d'entretenir d'irritantes correspondances, ou afin, dans tel intérêt supposé de l'Angleterre, de fomenter des dissensions avec les représentants des puissances étrangères, alors, je le répète, non-seulement cette institution est maintenue à grands frais par les peuples en pure perte, mais une organisation adoptée par les sociétés civilisées pour assurer les bienfaits de la paix est pervertie en une cause nouvelle de troubles et d'hostilités... »

Ainsi s'exprimait sir Robert Peel, le 28 juin 1850, dans un discours qui fut en quelque sorte son testament politique, car le lendemain même eut lieu la chute de cheval dont il ne devait jamais se relever. Les vues exposées dans cette circonstance avec une autorité qui ne saurait nous appartenir ont été de tout temps les nôtres. Nous croyons qu'elles ne peuvent trop constamment inspirer la politique extérieure des grandes rivales européennes. De longues années de réflexion n'ont pu que confirmer à cet égard les ardentes convictions de notre jeunesse. Nous les plaçons sans crainte sous l'égide d'un nom qui, tout étranger qu'il soit à la France, est digne parmi nous, comme partout, d'une considération et d'une confiance exceptionnelles.

C<sup>te</sup> DE JARNAC.